



# la CGT trésor Corse du Sud

Site départemental, <http://www.tresor.cgt.fr/2a/>

Octobre 2007

## La rentrée des réformes : ça passe ou ça casse ?

Qu'il serait reposant de se dire que tout va s'arranger, que toutes les réformes et mesures engagées par le gouvernement vont dans le bon sens, et que nous pouvons vraiment dormir sur nos deux oreilles.

Un peu partout on réforme, les régimes de retraite de « ceux-qui-cotisent-37,5-ans » au nom de « ceux-qui-cotisent-40-ans », le droit de grève au nom du droit de non grève, l'assurance chômage de « ceux-qui-ne-travaillent-pas » au nom de « ceux-qui-travaillent », partout on divise les personnes en catégories et on les divise entre elles (tout en assurant le contraire), parce que l'équité c'est l'équité un point c'est tout, c'est nécessaire, et inéluctable...

Mais à l'inéluctable... nul n'est tenu !

**N'oublions pas que partout où l'on fait reculer les droits sociaux acquis cela devient une justification pour de nouveaux reculs !**

Déjà pour le régime général de retraites, en 2008 la durée de cotisation passe à 41 puis 42 annuités... et plus si affinités pourquoi pas ?

Alors, plutôt que se résigner, si on manifestait ?

**Et nous en avons des raisons de nous mobiliser ! Emplois, Santé, Vie chère...**

**Manifestation le 13 octobre à Paris pour le droit à la santé et à la protection sociale, dans la perspective de la conférence d'octobre sur les conditions de travail !**

**Grève et manifestations le 18 octobre pour la défense du service public et de la fonction publique, les emplois et le pouvoir d'achat, grève et manifestations pour le progrès social !**

**Conseil des Ministres le 31 octobre en Corse, action en perspective pour porter nos revendications !**

Au Trésor Public, dans nos bureaux, nos services, en Corse du Sud comme dans d'autres départements, au jour le jour c'est le manque de personnel, ORE oblige, des statistiques et des objectifs à assurer coûte que coûte, la concentration des applications mettant en péril l'avenir des départements informatiques et provoquant la légitime inquiétude des personnels, Hélios et autres dommages collatéraux entravant la bonne marche des services, notre avenir professionnel et le devenir de nos missions dans la perspective obligée de la fusion avec la DGI, fusion globale annoncée bien évidemment puisqu'elle permettra de plus grandes économies budgétaires.

Et on tient là le fil argenté conduisant tous ces projets de réformes : dans toute la Fonction Publique, des fonctionnaires « trop nombreux et trop coûteux », donc en partie « responsables d'un Etat impécunieux ». Vraiment ?

Les réductions d'effectifs ? indispensables faut-il croire, 1 fonctionnaire au moins sur 2 serait inutile et ne sera donc pas remplacé à son départ en retraite.

**Déjà 33534 suppressions d'emploi de 2003 à 2007, et 23900 suppressions annoncées pour 2008 !**

Le salaire au mérite ? Récompense de l'excellence ou sanction des salariés qui se contentent de faire juste leur travail, pas plus que leur travail ?

Le statut ? Bien sûr déshumanisant au possible, un peu trop garant d'égalité de traitement, et puis, quel empêchement de licenciement en rond !

Pourtant le Conseil d'Etat en 2003 en rappelait les principes fondamentaux « destinés à assurer l'égal accès aux emplois publics, à garantir les fonctionnaires contre l'arbitraire et le favoritisme et à donner à la puissance publique les moyens d'assurer ses missions sur tout le territoire dans le respect des règles d'impartialité et de continuité ».

Et dans le même temps on vote des lois inégalitaires et injustes en allégeant la fiscalité par le haut, on met fin à la progressivité de l'impôt sur le revenu par l'instauration du bouclier fiscal, en nous disant que c'est bon pour relancer l'économie et empêcher la fuite des capitaux... ! Répartir les richesses aussi peut relancer l'économie, il s'agit encore et toujours d'un choix de société.

Et justement notre société dans tout ça ? Les mesures restrictives contre l'immigration, les quotas d'expulsion à respecter et les préfets des régions démeritantes en la matière convoqués pour s'en expliquer, le délai de recours ramené d'un mois à 15 jours, les risques d'exclusion des accueils d'urgence pour les sans-papiers, les tests ADN pour le regroupement familial...

**La CGT, fidèle aux valeurs qu'elle défend, de solidarité et de respect des personnes, ne peut accepter de telles mesures.**

**Tout comme elle ne peut accepter le démantèlement du service public, la baisse du pouvoir d'achat et l'allongement du temps de travail.**

**Face à un tel tourbillon de réformes régressives, n'est-il pas temps d'envisager une réponse par l'action et dans l'unité ?**

**Dans la continuité de l'appel de l'UGFF-CGT, de la Fédération des Finances CGT et du Syndicat National du Trésor CGT, la CGT Trésor 2A appelle à la mobilisation, pour agir ensemble pour le progrès social,**

- Pour l'arrêt des réformes régressives et des suppressions d'emplois
- Pour le maintien et le développement des services publics sur l'ensemble du territoire, pour la défense de la Fonction Publique et des statuts
- Pour la revalorisation significative des rémunérations, pensions et retraites, la revalorisation du pouvoir d'achat
- Pour le développement des systèmes de protection sociale

**Le 18 octobre toutes et tous ensemble en grève et en manif !**

**Solidaire, pas solitaire : c'est ça le syndicat CGT.**

**Alors, je me syndique...**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse administrative : .....

E mail : .....

Grade : ..... Temps partiel : ..... Date :

Signature,

